

Bruxelles, le 04 FEV. 2002

- A Monsieur le Ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'enseignement ;
- A Madame la Gouverneure de Bruxelles - Capitale et Messieurs les Gouverneurs de Province ;
- A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins de l'Instruction publique;
- Aux Chefs des établissements d'enseignement secondaire, ordinaire et spécial, organisé par la Communauté française;
- Aux Pouvoirs Organisateurs et aux Chefs d'établissements d'enseignement secondaire, ordinaire et spécial, subventionnés par la Communauté française;
- Aux membres des services d'inspection de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française ;
- Aux membres des services de vérification de l'enseignement secondaire, ordinaire et spécial, organisé ou subventionné par la Communauté française;
- Au Directeur général de l'Enseignement obligatoire;
- A la Directrice générale de l'Aide à la jeunesse;
- Au Président de la Commission des Discriminations Positives ;
- Aux Présidents des Commissions Zonales d'inscription, pour l'Enseignement organisé par la Communauté française;
- Aux représentants des Commissions décentralisées, pour l'Enseignement catholique;
- Aux représentants du CPEONS pour l'enseignement officiel subventionné et aux représentants du C.E.C.P. ;
- Aux représentants de la FELSI ;
- Aux Directions des Centres P.M.S. organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- Aux membres du service d'inspection des centres PMS organisés ou subventionnés par la Communauté française
- Aux Conseillers, Directeurs et Juges de la jeunesse des Arrondissements de Bruxelles, de Charleroi, de Namur, de Mons, de Liège, d'Arlon et de Huy;
- Aux Services de l'Aide à la jeunesse.

Pour information :

Aux syndicats du personnel enseignant;
Aux Associations de Parents;

Objet : Projet - pilote pour l'année scolaire 2001-2002

Prise en charge de mineurs d'âge pendant des périodes assimilables à des périodes de fréquentation scolaire

Décret du 30 juin 1998 « visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives » - Art. 30 et 31

La finalité des articles 30 et 31 du décret précité est d'assurer la prise en charge temporaire par des services agréés par la Commission des Discriminations Positives (CODIPO) de jeunes dont la réinsertion scolaire n'est pas possible dans l'immédiat ou dont la scolarité est devenue difficile.

La notion de « prise en charge » telle que définie dans le Décret cité ci-dessus, renvoie à la notion « d'aide et d'accompagnement hors mandat » tel que décrit dans l'arrêté du 15 mars 1999, relatif à l'agrément des services d'aide en milieu ouvert.

Il nous a semblé important de reproduire, par la présente, in extenso, ces dispositions.

Les articles 30 et 31 du Décret sur les discriminations positives :

CHAPITRE III. - De la prévention de la violence dans tous les établissements scolaires

Section 5. - Du mineur exclu ou en voie d'exclusion

Art. 30. *Lorsqu'un mineur ne peut être réinscrit dans un établissement scolaire, conformément aux articles 82, alinéa 4 et 90, §2, alinéa 5 du décret du 24 juillet 1997 précité, le ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire*

1° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse ;

2° la prise en charge pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par un service, subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c, qui est agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, en fonction du projet introduit.

L'assimilation de la prise en charge à la fréquentation scolaire visée à l'alinéa 1er ne peut dépasser au total une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service agréé par la Commission des discriminations positives notifient au Ministre la date de début et de fin de prise en charge prévue.

Art. 31. *En cas de situation de crise, sur demande conjointe du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du Pouvoir organisateur ou de son délégué pour l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du Conseil de classe et du centre psycho - médico - social, le ministre peut aussi autoriser un élève, qui reste régulièrement inscrit dans son établissement, à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas un mois, renouvelable une fois, par*

1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse ;

2° un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, qui est subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c).

L'assimilation de la prise en charge à la fréquentation scolaire visée à l'alinéa terne peut dépasser au total six mois sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service agréé par la Commission des discriminations positives notifie au Ministre la date de début et de fin de prise en charge prévue.

Par la présente circulaire, nous souhaitons informer les établissements d'enseignement secondaire, ordinaire et spécial, organisés ou subventionnés par la Communauté française de la mise en place d'un projet - pilote mené conjointement par le secteur de l'Enseignement et celui de l'Aide à la jeunesse. Cette circulaire précise le contenu de ce projet pilote accessible aux écoles situées dans la zone d'intervention des services subventionnés par le projet - pilote. Elle fixe également les modalités de contact avec ces différents services.

Nous avons mené conjointement une réflexion autour de ce partenariat, en fonction de nos compétences respectives, les discriminations positives dans l'Enseignement obligatoire pour le Ministre Jean-Marc Nollet, l'Enseignement secondaire et spécial pour le Ministre Pierre Hazette et l'Aide à la jeunesse pour la Ministre Nicole Maréchal.

Plus particulièrement, nous, Nicole Maréchal et Pierre Hazette, avons décidé de subsidier quelques services qui vont travailler dans le cadre de ce projet - pilote durant l'année scolaire 2001-2002. Celui-ci fera l'objet d'une évaluation.

1. Finalité et présentation du projet - pilote

La finalité de la mise en place de ce projet - pilote est d'envisager le renforcement du partenariat nécessaire entre le secteur de l'Enseignement et le secteur de l'Aide à la jeunesse.

Les Services agréés par la CODIPO peuvent prendre en charge, conformément aux articles 30 et 31 du Décret cité en référence, des jeunes en difficultés scolaires en dehors de tout mandat, qu'il provienne du Conseiller, du Directeur de l'aide à la jeunesse ou du Juge de la jeunesse. Le décret relatif à l'Aide à la jeunesse du 4 mars 1991 favorise l'intervention des acteurs de terrain que peuvent être les AMO, que ce soit à partir d'une action individuelle, collective ou communautaire¹.

Considérant la nécessité de construire, de conserver ou de conforter le lien entre l'implication des écoles et l'aide supplétive apportée par le service de l'Aide à la jeunesse, huit ASBL (services d'Aide en milieu ouvert ou non), toutes agréées par la Commission des Discriminations Positives (CODIPO), sont chargées, en collaboration avec les établissements d'enseignement secondaire, écoles ou implantations, et les CPMS d'assurer cette prise en charge de mineurs d'âges. Le Ministre de l'enseignement compétent pour la scolarité de l'élève concerné accorde son autorisation à la reconnaissance de la prise en charge comme des périodes assimilables à des périodes de fréquentation scolaire.

Dans le cadre de l'article 31, la prise en charge peut se faire pour tous les jours de cours, ou seulement pour certains jours. Dans tous les cas, l'aide extrascolaire est apportée en collaboration avec l'établissement où l'élève est inscrit.

Nous entendons que cette expérience rencontre notre souci que chaque jeune soit entendu et accompagné dans ses difficultés et que des pistes nouvelles et réalistes soient trouvées, en

¹ Les deux derniers adjectifs devant s'entendre par l'attention à donner aux causes institutionnelles et sociétales des difficultés rencontrées par les jeunes.

partenariat entre toutes les personnes concernées : enseignants, intervenants internes à l'établissement, CPMS, intervenants externes, jeunes et parents. Ces pistes relèvent tant de l'aide individuelle, communautaire que collective.

Vous trouverez ci - dessous les noms et les coordonnées des 8 services concernés.

2. Modalités de la collaboration :

- Cette collaboration s'établit obligatoirement avec tous les réseaux d'enseignement (Communauté française, Officiel subventionné, Libre subventionné) dans le respect du projet proposé par l'opérateur.
- La collaboration s'établit au profit des mineurs en âge d'obligation scolaire dans l'enseignement secondaire (de 12 à 18 ans).
- L'intervention est basée sur la démarche volontaire du mineur. Les personnes titulaires ou exerçant l'autorité parentale seront associées au processus d'accompagnement.
- Afin de mieux assurer la réintégration du mineur au sein de l'établissement scolaire (article 31 du Décret), le service conventionné proposera au mineur de choisir un référent au sein de l'école. Le référent marquera son accord avec la proposition du jeune.
- Le partenariat école/ CPMS/ service :
La scolarité obligatoire étant couverte par les Ministres en charge de l'Enseignement Obligatoire, une collaboration étroite entre les établissements scolaires, les CPMS compétents et les Services concernés dans le cadre du projet - pilote est attendue.
Conformément à la circulaire précisant le rôle des Centres psycho – médico - sociaux, les CPMS sont les partenaires privilégiés de l'école, des parents et des élèves dans les missions qui leur sont attribuées. Le partenariat s'établit entre l'établissement scolaire et le service sans aucun lien hiérarchique et porte, dans le respect du Code de déontologie² des services de l'Aide à la jeunesse, sur l'échange d'informations relatives à l'évolution de la situation générale du mineur, sur la démarche pédagogique de rescolarisation, sur le suivi de l'accompagnement lors du retour dans l'établissement scolaire, sur les démarches de concertation école/famille/service/jeune.
- Un comité d'accompagnement est mis en place. Il approuve et accompagne la réalisation et l'évaluation de ce projet - pilote. Sa mission consiste en l'observation des actions menées, de leur suivi, d'un état de la situation au terme de l'année scolaire et en propositions d'améliorations à apporter aux procédures mises en place actuellement.
- Une évaluation sera également effectuée par une personne extérieure aux asbl concernées.

2. La collaboration est établie dans le respect du Code de déontologie en vigueur pour les services de l'Aide à la jeunesse. « Le code de déontologie fixe les règles et les principes qui doivent servir de référence tant à l'égard des bénéficiaires et des demandeurs de l'aide qu'à ceux qui l'apportent ou qui contribuent à sa mise en oeuvre. Il garantit le respect de leurs droits en général et plus particulièrement celui du secret professionnel, de l'intimité des personnes, de leur vie privée et familiale, des convictions personnelles et des différences, ainsi que l'utilisation correcte des informations recueillies. Il détermine en outre, la conduite, les devoirs et l'éthique professionnels qui doivent prévaloir dans l'action des intervenants. »- Code de déontologie des services du secteur de l'Aide à la jeunesse - Arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997, Brochure éditée par la Communauté française de Belgique, octobre 1998.

3. Procédure :

Les Commissions Zonales d'inscription pour la Communauté française, les Organes de représentation et de coordination pour le CPEONS, le CECP et la Felsi ou les Commissions décentralisées pour le SeGEC ont pour mission d'aider à la rédaction des dossiers de prises en charge liées aux articles 30 et 31³ Toute information peut être obtenue auprès des services concernés. Vous trouverez en annexe de la présente circulaire les coordonnées des commissions zonales d'inscription et des commissions décentralisées.

(article 30) Dans le cas où un élève mineur ne peut être réinscrit dans un établissement scolaire, la Commission zonale d'inscription, l'Organe de représentation et de coordination ou la Commission décentralisée prend l'initiative de proposer la prise en charge du jeune par un service agréé par l'Aide à la jeunesse ou par la Commission des Discriminations Positives.

(article 31) Après avoir reçu l'avis du Conseil de classe, du CPMS, avec l'accord des parents et du mineur, le chef d'établissement demande l'avis et la collaboration de la Commission zonale d'inscription, de l'Organe de représentation et de coordination ou de la Commission décentralisée et du service pour la mise en oeuvre d'une mesure de prise en charge. La collaboration avec ces instances est requise dans un souci de cohérence.

Les documents, ci-annexés, concernant la demande de reconnaissance, comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire, de la prise en charge d'un élève mineur, conformément aux articles 30 et 31 du Décret des discriminations positives doivent être introduits auprès de la Direction Générale de l'enseignement obligatoire (Cité administrative de l'Etat, Boulevard Pachéco, 19 bte 0 -1010 Bruxelles).

Après la notification par le Service encadrant le jeune de la date de début et de fin effective de la prise en charge, le Ministre délivre une attestation de régularité scolaire.

Les personnes à contacter pour toute information sont

- au Cabinet du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'enseignement spécial, Brigitte MOULIN et François - Gérard STOLZ, Responsables de la Cellule « Prévention des violences et des assuétudes » (tél. :02.213.17.00)
- à l'Administration,
Jacques VANDERMEST, Attaché à la Direction de l'Enseignement obligatoire (Tél.:02.210.55.97)
- au Cabinet de la Ministre de l'Aide à la jeunesse et de la santé,
Christine MAHIEU, Conseillère « Aide à la jeunesse » (Tél.: 02.213.35.66)

³Les « Organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs » reconnus par l'article 74 du Décret « Missions » sont

- le Conseil de l'Enseignement et des Communes et des Provinces (CECP) qui représente l'enseignement communal et provincial (fondamental et spécial) ;
- le Conseil des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement officiel neutre subventionné (CPEONS) qui représente l'enseignement communal et provincial secondaire ;
- le Secrétariat général de l'Enseignement catholique (SEGEC) qui représente l'enseignement libre catholique ;
- la Fédération des écoles libres subventionnées indépendantes (FELSI) qui représente l'enseignement libre non confessionnel.

Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs peut organiser des commissions décentralisées rendant des avis en matière d'inscription. (Décret « Missions » Article 90 §2)

4. Coordonnées des Services subventionnés dans le cadre de ce projet - pilote

Pour la Zone de Bruxelles-Capitale :

Maison des Associations, Bruxelles, asbl,
« *Simplement une école* »
Avenue Clémenceau, 22
1070 Bruxelles
Tél.: 02/ 640.25.20
Personne de contact: Maurice CORNIL

A.J.Q.P., Aide à la jeunesse en Quartier
Populaire, asbl
Avenue Clémenceau, 22
1070 Bruxelles
Tél.: 02/ 534.16.23 - Fax: 02.534.14.85
Personne de contact: Chantal CHARLIER

Pour la Zone de Charleroi :

AJMO asbl
Projet Rond-Point
Rue Desandrouin,13
6000 Charleroi
Tél./Fax : 071/70.34.50
Personne de contact: Pascal RIGOT

Pour la Zone de Huy:
Aux Sources, asbl
Rue Campagne, 73
4500 Tihange
Tél. : 085/25.28.40 - Fax : 085/25.28.41
Personnes de contact: Jean-Marc
CANTINAUX et Etienne STRUYS

Pour la Zone de Namur :

Service d'Accueil Carrefour
Carrefour, asbl
Rue Louis Loiseau, 39
5000 Namur
Tél.: 081/74.65.02
Personne de contact : Revnold ELOY

Pour la zone de Liège et de Verviers
Rebonds asbl
Rue Montagne Sainte-Walburge, 333
4000 Liège
Tél.: 04/225.95.96 - Fax: 04/225.95.98
Personnes de contact: Dominique
CHANDELLE

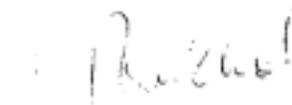
Pour la zone de Mons :

La Rencontre asbl
Rue du Onze Novembre, 14
7000 Mons
Tél.: 065/34.05.15
Personne de contact: Yves FERDIN

Pour la zone du Sud Luxembourg
Emergence
Carrefour asbl
Avenue de Longwy, 218
6700 Arlon
Tél.: 063/22.40.48
Personne de contact: Pascale JACQUEMIN

Pour une efficacité optimale de ces projets, nous vous invitons à prendre contact avec les Associations en milieu ouvert, renseignées dans cette circulaire. Celles-ci vous aideront à atteindre les objectifs ambitieux que ces programmes mettent en place. Le partenariat Enseignement/ Aide à la jeunesse est primordial pour aider à la réussite scolaire de certains jeunes en difficulté. Les rôles respectifs des uns et des autres doivent être définis et leurs complémentarités soulignées.

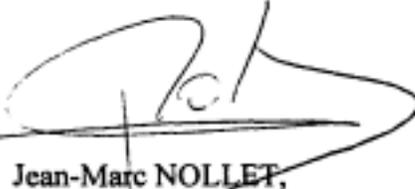
Nous vous remercions de l'attention que vous accorderez à la présente.



Nicole MARECHAL,
Ministre de l'Aide à la
jeunesse



Pierre HAZETTE,
Ministre de
l'Enseignement
secondaire
et de l'Enseignement
spécial



Jean-Marc NOLLET,
Ministre de l'Enseignement
fondamental, chargé des
discriminations positives
dans l'enseignement
obligatoire

ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE :

Région de Bruxelles - Capitale

Madame Martine DORCHY
Rue du Commerce 68A
1040 BRUXELLES
Tél: 02/500 48 65 - Fax: 02/500.48.64

Province de Liège

Monsieur Jean-Louis DAMBIERMONT
Quai Saint-Léonard 80
4000 LIEGE
Tél: 04/228 80 60 - Fax: 04/228 80 62

Province de Brabant wallon et Hainaut

Oriental :
Monsieur Jean-Louis BOUXIN
Rue des Remparts, 35
6030 MARCHIENNE-AU-PONT
Tél: 071/51.17.40 - Fax: 071/51.09.58

Province de Luxembourg (et FBA.)

Monsieur Léon WANSART
Chaussée d'Houffalize 3
6600 BASTOGNE
Tél: 061/21 82 56 - Fax: 061/21 86 42

Province de Hainaut occidentale et

Arrondissement de Soignies

Monsieur Serge DELEHOUEZEE
AR Braine-Le-Comte
Rue de Mons, 56
7090 Braine-Le-Comte
Tél: 067/33.61.72

Province de Namur

Madame Anne Sevrin
I.T.C.A.A.
Chaussée de Nivelles, 204
5020 NAMUR (Suarlée)
Tél: 081/73 29 17 - Fax: 081/74 50 51

ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE

**Ecoles fondamentales ordinaires ou
spéciales et écoles secondaires spéciales**

Conseil de l'Enseignement des Communes
et des Provinces (CECP)

Monsieur P. DELIEGE
Avenue des Gaulois 32
1040 ETTERBEEK
Tél: 02/233.20.11 - Fax : 02/233.20.39

Ecoles secondaires ordinaires

CPEONS

Madame N. DE MAYER
Rue des Minimes 87-89
1000 BRUXELLES
Tél: 02/504 09 10 - Fax : 02/504 09 38

ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE (catholique)

SeGec, rue Guimard 1 -1040 Bruxelles

Pour le fondamental: Tél: 04/254.61.60 - Fax: 04/254 03 77

Pour le secondaire: Tél: 02/507 07 54 - Fax: 02/507 07 21

Ou (pour le secondaire)

Bruxelles - Capitale et Brabant wallon

Monsieur Christian DE CONINCK
Avenue de l'Eglise St-Julien 15
II 60 AUDERGHEM
Tél: 02/663 06 55 - Fax: 02/672 10 61

Liège

Monsieur Joseph WOLLSEIFEN
Bd d'Avroy, 17
4000 LIEGE
Tél- 04/230 57 00 - Fax: 04/230.57.05

Hainaut

Monsieur Daniel SALOMON
Rue des Jésuites 28
7500 TOURNAI
Tél et Fax: 069/21 57 95

Namur et Luxembourg

Monsieur Philippe MOTTEQUIN
Rue de l'Evêché 1
5000 NAMUR
Tél : 081/25 03 73 - Fax : 031/25 03 69

ENSEIGNEMENT LIBRE SUBVENTIONNE (non-confessionnel)

FELSI

Drève des *Gendarmes* 45 1180 UCCLE - Tél: 02/374 31 37 - Fax; : 02/374 02 71
Annexe réactualisée de la circulaire du 3 août 1998 « Circul.missions.98.02.sub »

Demande de reconnaissance, comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire, de la période de prise en charge d'un élève mineur exclu, conformément à l'article 30 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

Réseau: C.F. O.S. L.C.S. L.N.C.S.

Dossier établi par¹

Nom, prénom:

Adresse:

Tél. : Fax. : E mail:

Nom et prénom de l'élève:

Date de naissance : Classe :

Adresse:

Tél. domicile: Tél. bureau.....

Nom des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale :

.....

Parcours scolaire de l'élève dans l'enseignement secondaire :

Année scolaire	classe	Ecole	Attestation A-B-C	Motif du changement d'établissement

¹Pour l'Enseignement organisé par la C.F. : Président(e) de la CZI

Pour l'Enseignement subventionné par la C.F. : représentant(e) de l'O.R.C. ou de la Commission décentralisée

Ecole dont l'élève a été exclu :
.....
Adresse :
Tél : Fax : E mail:.....
Chef d'établissement:

L'élève a-t-il déjà bénéficié d'une mesure de prise en charge visée à l'article 30 du décret du 30/06/98 ?
OUI NON
Si oui, à quelle(s) période(s) ? :

Cause(s) de l'exclusion amenant à la prise en charge :
.....
.....
.....
.....

Motif(s) de la prise en charge :
.....
.....
.....

Objectif(s) de la prise en charge :
.....
.....
.....

Nature de la prise en charge (y compris par d'autres partenaire
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Service assurant la prise en charge :

.....

Adresse :

.....

Tél. :Fax :E mail:.....

Nom, prénom du responsable du service :

En cas d'accord du Ministre :

Prise en charge selon les prescrits légaux : date de début prévue le :

La notification des dates effectives de début et de fin de prise en charge sera faite au Ministre par

Nom, prénom :

Conseiller de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de .)

Directeur de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de .)

Juge de la Jeunesse (arrondissement de)

Responsable de service agréé

Fait àle.....

Signature :

REINSERTION :

Classe

Ecole collaborante éventuelle

.....

Adresse :

Tél.Fax.....E mail:.....

Chef d'établissement:

Professeur de référence ou éducateur:

Demande de reconnaissance, comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire, de la période de prise en charge d'un élève mineur en situation de crise, conformément à l'article 31 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

Réseau : **C.F.** **O.S.** **L.C.S.** **L.N.C.S.**

Nom et prénom de l'élève:

Date de naissance : Classe :

Adresse :
.....

Tél. domicile. : Tél. bureau :

Nom des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale :
.....

Ecole fréquentée

Adresse :
.....

Tél. : Fax : E mail:

Chef d'établissement:

Professeur de référence ou éducateur :

Service assurant la prise en charge :

.....
Adresse :

Tél. : Fax : E mail:

Nom, prénom du responsable du service :

L'élève a-t-il déjà bénéficié d'une mesure de prise en charge visée à l'article 31 du décret du 30/06/98 ?

OUI NON

Si oui, à quelle(s) période(s) ?

Motif(s) de la prise en charge:
.....
.....
.....

Objectif(s) de la prise en charge :
.....
.....
.....

Nature de la prise en charge (y compris les autres partenaires):
.....
.....
.....

SONT JOINTS EN ANNEXE

L'avis du Conseil de Classe du

L'avis du CPMS du

L'avis de la CZI, de l'O.R.C. ou de la Commission décentralisée

L'accord de l'élève

L'accord du responsable légal

En cas d'accord du Ministre

Prise en charge selon les prescrits légaux: date de début prévue le:

LA NOTIFICATION DES DATES EFFECTIVES DE DEBUT ET DE FIN DE PRISE EN CHARGE sera faite au Ministre par

Nom, prénom:

Conseiller de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de .)

Directeur de l'Aide à la Jeunesse (arrondissement de .)

Juge de la Jeunesse(arrondissement de .)

Responsable de service agréé

Fait à **le**

SIGNATURES

Le Chef d'établissement

Le Responsable du service